

Initiatives ministérielles

Que la Chambre réaffirme son appui aux Nations Unies pour mettre fin à l'agression du Koweït par l'Irak.

L'opposition a présenté pour sa part l'amendement suivant à la motion:

en continuant à imposer des sanctions économiques, cet appui excluant, pour le moment, toute offensive militaire de la part du Canada.

Il est quelque peu ironique et cynique, selon moi, de débattre cette question à cette heure-ci, c'est-à-dire à 20 h 05, moins de quatre heures avant l'expiration du délai prévu. C'est en quelque sorte le théâtre de l'absurde.

En un sens, les dés sont déjà jetés sur bien des plans. J'ignore au juste ce qui va se passer en définitive, mais chose certaine, ce n'est pas le Canada, dans le cadre de ce débat, qui va permettre les modifications qui s'imposeraient, si nous souhaitions un résultat différent.

Il est regrettable que nous n'ayons pu participer à ce débat de façon beaucoup plus éclairée et, chose certaine, beaucoup plus tôt dans le cadre des événements qui ont conduit à la crise actuelle.

J'interviens avec beaucoup de tristesse et d'inquiétude ainsi qu'avec un certain désespoir même, face aux événements et à ce vers quoi nous semblons nous diriger dans le golfe Persique, et je sais que je partage en ce sens le point de vue de nombreux Canadiens. On semble presque s'être résigné au déclenchement d'hostilités dans la région.

Il suffit aux Canadiens de regarder la télévision pour voir des experts leur expliquer toutes les stratégies militaires possibles à je ne sais combien de reprises et leur exposer des scénarios qui doivent tous les effrayer, hommes, femmes et enfants, mères, fils et filles. Je crains que cette guerre, si elle est déclenchée, n'arrive rapidement, et je déplore que le gouvernement ne soit pas intervenu avec davantage de conviction et de vigueur, lorsqu'il détenait ce siège important au Conseil de sécurité, ce qui aurait dû lui permettre de défendre, dans une beaucoup plus grande mesure, le recours à des sanctions économiques.

Selon moi, on n'a pas attendu suffisamment que ces sanctions fassent leur effet. Pour une raison quelconque, la coalition est maintenant au pied du mur et ne semble pas vraiment avoir beaucoup de portes de sortie. Dans ces circonstances, je sais que les Canadiens se sentent tout à fait impuissants, et je partage ce sentiment.

J'ai moi aussi l'impression d'être incapable de changer le cours de l'Histoire. Je me rappelle très bien les sentiments que j'ai éprouvés en voyant, hier soir, à la télévision,

le visage de ces jeunes écoliers décrivant leurs craintes au sujet de ce qui va se passer.

Chose certaine, alors que nous approchons de l'expiration du délai fixé par les Nations Unies, nous devons envisager toutes les solutions possibles pour parvenir à un règlement pacifique et n'en rejeter aucune de prime abord. D'un autre côté, nous ne pouvons nous permettre de renoncer à l'objectif visé au départ par la coalition, soit de repousser sans condition l'agression de Saddam Hussein et d'arrêter ce fou sans lui offrir quoi que ce soit en retour, sans le récompenser pour les atrocités qu'il a commises et sans établir un lien avec d'autres situations au Moyen-Orient, car c'est tout à fait ridicule et cela n'a absolument rien à voir avec l'invasion du Koweït.

Je crois qu'il est possible, même à la dernière minute, de parvenir à un véritable changement, si nous pouvons compter sur la volonté de tous les pays qui ont décidé d'appliquer des sanctions et de serrer la vis à Saddam Hussein. Nous avons du moins l'obligation morale d'essayer en premier lieu de parvenir à nos fins de cette façon. Nous devons établir clairement notre position de sorte que nous ne pourrions jamais dire que nous n'avons pas exploré toutes les possibilités et que nous n'avons pas au moins essayé des solutions jusqu'à ce qu'elles se soient révélées inefficaces.

• (2010)

Jusqu'à maintenant, bon nombre d'experts—entre autres le directeur de la CIA et les anciens secrétaires d'État américains—ont déclaré qu'il était beaucoup trop tôt pour avoir des indications du résultat des sanctions. Je déclare donc à la Chambre qu'il faut attendre encore les résultats de ces mesures, poursuivre l'embargo, donner l'occasion à Saddam Hussein de s'arrêter, même si cela signifie lui permettre de sauver la face, et tenter d'arriver à une solution pacifique.

Personne ne veut la guerre. Les hommes, les femmes, les enfants, les mères, les pères, les soeurs, les frères, tous les membres des familles, dans leur sens restreint ou étendu, qui ont le droit de s'exprimer dans leur pays, ne veulent jamais opter pour la guerre. La guerre est une expérience dévastatrice et misérable.

Notre monde ne connaît pas la perfection. Personne ne veut la famine. Pourtant, elle fait des ravages encore une fois en Éthiopie, au Soudan et dans d'autres parties du monde. La faim et la famine existent dans ce monde qui n'est pas parfait.

Personne ne veut la violation des droits de la personne, mais nous venons de voir à la télévision ce qui vient de se passer en Lituanie. Les droits de la personne sont violés. Nous avons déjà oublié les événements de la place Tia-